

missions locales **Chiffres
d'activité
2011**



Conseil national des missions locales

Sommaire

Sommaire	2
Index des tableaux	3
Présentation	4
1/ L'essentiel du réseau des missions locales en 2011	6
2/ L'activité d'insertion professionnelle des jeunes	7
3/ Les jeunes en demande d'insertion	12
4/ Le contrat d'insertion à la vie sociale - CIVIS	14
5/ Le partenariat renforcé avec Pôle emploi	16
6/ L'offre de service des missions locales	18
7/ L'organisation territoriale	25
8/ Les ressources humaines.....	27
Evolution des effectifs et taille des structures	27
Temps de travail, contrats et métiers.....	28
8/ Les financements	33

Index des tableaux

Tableau 1 : Evolution de l'accueil des jeunes entre 2006 et 2011	7
Tableau 2 : Nombre d'entretiens individuels dans l'année suivant le premier accueil, en 2011.....	7
Tableau 3 : caractéristiques des jeunes en premier accueil en 2011 selon leur sexe.....	9
Tableau 4 : Contrats de travail signés en 2009, 2010 et 2011 par les jeunes reçus en entretien individuel	10
Tableau 5 : Insertion professionnelle des jeunes en premier accueil dans les six mois.....	10
Tableau 6 : Accès à l'emploi et à la formation dans les six mois par région.....	11
Tableau 7 : Jeunes en demande d'insertion (JDI) en décembre 2010 et décembre 2011	12
Graph 1 : Evolution mensuelle de l'indicateur JDI de 2008 à 2011	13
Tableau 8 : Entrées et sorties du CIVIS entre le 1er janvier 2011 et le 31 décembre 2011	14
Tableau 9 : Fins de contrat CIVIS entre le 1 ^{er} janvier 2011 et le 31 décembre 2011	15
Tableau 10 : Répartition régionale des postes Pôle emploi affectés	16
Tableau 11 : Réalisation des objectifs de cotraitance et financement de Pôle emploi	17
Tableau 12 : Actions de partenariat avec Pôle emploi.....	17
Tableau 13 : Partenariat avec les services de l'Education nationale.....	18
Tableau 14 : Types de partenariat avec les services de l'Education nationale	18
Tableau 15 : Labellisation au titre du SPO par région	19
Tableau 16 : Partenariat avec les services du ministère de la justice	20
Tableau 17 : Relations opérationnelles ou conventions avec la Défense nationale	20
Tableau 18 : Service de rencontre d'un psychologue	20
Tableau 19 : Financeurs du service de rencontre d'un psychologue proposé.....	20
Tableau 20 : Aides à la mobilité	21
Tableau 21 : Services d'aide au logement et partenariat.....	21
Tableau 22 : Services d'hébergement d'urgence.....	21
Tableau 23 : Services Internet	22
Tableau 24 : Services d'aide à la création d'entreprise	22
Tableau 25 : Partenariat avec les organismes d'aide à la création d'entreprise.....	22
Tableau 26 : Types d'actions mises en place avec les opérateurs économiques	23
Tableau 27 : Participation à des projets européens ou internationaux	24
Tableau 28 : Objectifs des actions européennes ou internationales	24
Tableau 29 : Composition du réseau et statut.....	25
Tableau 30 : Statut des missions locales et des PAIO par région au 31-12-2011.....	25
Tableau 31 : Maillage territorial des missions locales.....	26
Tableau 32 : Effectif par type de structure	27
Tableau 33 : Evolution de l'effectif total de 2006 à 2011	27
Tableau 34 : Répartition des structures par taille en équivalent temps plein (ETP)	27
Tableau 35 : Temps partiel et temps plein par type de structure	28
Tableau 36 : Type de contrat par type de structure	28
Tableau 37 : Métiers et emplois repères par sexe	29
Tableau 38 : Répartition régionale des effectifs salariés, mis à disposition, détachés ou affectés	30
Tableau 39 : Répartition régionale des effectifs moyens	31
Tableau 40 : Répartition régionale des effectifs en équivalent temps plein par métier	32
Tableau 41 : Répartition des financements par type d'activité en millions d'euros.....	33
Tableau 42 : Répartition des financeurs pour l'ensemble de l'activité hors fonds gérés	33
Tableau 43 : Répartition des financeurs de l'activité principale en millions d'euros	33
Tableau 44 : Répartition des financeurs en activité principale (FAP) et spécifique (FAS)	34
Tableau 45 : Répartition du financement de l'activité principale par type de financeurs publics.....	35
Tableau 46 : Financement d'activités principales et spécifiques, fonds gérés	36
Tableau 47 : Financement de l'activité principale par type de collectivité territoriale	37
Tableau 48 : Activités principales et spécifiques, répartition par financeurs publics	38
Tableau 49 : Répartition des fonds gérés	39

Présentation

Deux systèmes d'informations pour le bilan d'activité : Parcours 3 et ICARE nouvelle version

Le Conseil national des missions locales a pour mission de rendre public, chaque année le bilan d'activité des missions locales. Il s'efforce de rendre lisible, auprès de l'ensemble des financeurs, l'activité de ce grand service public de l'insertion des jeunes.

Pour sa onzième édition, ce bilan d'activité présente les données chiffrées de l'activité des missions locales sous de nombreux aspects, l'insertion des jeunes accompagnés, les programmes nationaux confiés au réseau, l'offre de service, l'organisation territoriale, les ressources humaines et les financements. Toutes ces données sont agrégées à partir des systèmes d'information Parcours 3 et ICARE.

Parcours 3 est le système d'information basé sur les actes professionnels des conseillers et leur travail quotidien d'accompagnement des jeunes. Il permet, depuis 2003, de gérer les dossiers et les parcours d'insertion du million de jeunes accueillis chaque année. C'est un outil de pilotage de l'activité des missions locales à tous les niveaux, depuis le tableau de bord du conseiller jusqu'au suivi national du programme CIVIS.

Les remontées d'information au niveau régional et national permettent d'agrèger l'activité du réseau sur une période annuelle. Ce travail est réalisé avec les moyens techniques et l'expertise du département formation professionnelle et insertion professionnelle des jeunes de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES).

ICARE (information collectée sur l'activité du réseau) est le système d'information structures. Il permet de recueillir des informations annuelles sur l'identité, les ressources humaines, les finances et l'activité de chaque mission locale. ICARE est un système d'information en ligne qui est renseigné par chaque directeur ou directrice de mission locale. Les informations sont validées par les services déconcentrés du ministère puis font l'objet d'une exploitation nationale par le secrétariat général du CNML.

Près de 1,4 million de jeunes : un nouveau record historique de prise en charge des jeunes

En 2011 les 11 816 professionnels des 454 missions locales et PAIO, ont accueilli 1,365 million de jeunes.

Avec 1 365 000 jeunes en contact, 1 146 000 jeunes reçus en entretien et 487 500 jeunes en premier accueil, le niveau de prise en charge des jeunes confirme le record historique déjà atteint l'an passé. Cet accompagnement accru se traduit aussi par une augmentation du nombre de jeunes demandeurs d'insertion en fin d'année : 721 000 en décembre 2010 contre 718 000 en décembre 2010.

Selon les caractéristiques des jeunes en premier accueil, le profil majoritaire des jeunes qui se présentent pour la première fois en mission locale est de 18 à 21 ans (54%), de niveau Vbis à V (50%), de nationalité française (94%), célibataire (89%), hébergé chez les parents (55%), habitant hors zone urbaine sensible ou zone de redynamisation rurale (72%) et ne possédant aucun moyen de locomotion individuel motorisé (62%).

576 000 contrats de travail signés par les jeunes

Dans un contexte économique difficile, les jeunes reçus en entretien individuel ont signé 637 000 contrats de travail en 2011 contre 576 000 en 2010. Parmi les contrats de travail signés par les jeunes, 516 000 sont des contrats de travail « classiques » - dont 149 000 en intérim – 70 000 sont des contrats aidés et 51 000 sont des contrats en alternance.

Co-traitance avec Pôle emploi : 122% de l'objectif réalisé

Le partenariat renforcé avec Pôle emploi constitue une offre de service essentielle des missions locales. 201 000 jeunes demandeurs d'emploi ont été accompagnés dans le cadre du Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi (PPAE), dont 166 000 dans le cadre conventionnel soit 111% de l'objectif conventionnel réalisé.

CIVIS : 48% des jeunes en emploi ou formation	En 2011, 170 000 jeunes sont entrés en CIVIS dont 81 000 en CIVIS renforcé. 243 000 jeunes ont été en fin de contrat d'insertion à la vie sociale dont 25,6% pour un emploi durable, 14,3% pour un emploi non durable et 8,5% pour une formation. Au total, parmi les jeunes ayant terminé leur contrat CIVIS dans l'année, 48,4% ont accédé à un emploi ou à une formation.
	Depuis le début du dispositif, entre avril 2005 et décembre 2011, plus de 1 225 000 jeunes ont bénéficié du CIVIS et 323 000 d'entre eux sont sortis du CIVIS pour un emploi durable.
440 missions locales et 14 PAIO	Fin décembre 2011, le réseau était constitué de 454 structures, soit 440 missions locales et 14 PAIO. L'aménagement du réseau arrive à terme avec la fusion ou l'absorption de 10 PAIO en 2011. Le maillage territorial reste conséquent, les missions locales couvrent la quasi-totalité des communes de France avec en moyenne 81 communes par mission locale.
73% des 11 043 professionnels exercent des métiers d'insertion	11 816 professionnels travaillent dans le réseau, 11 043 salariés et 773 personnels mis à disposition, détachés ou affectés (dont 336 agents affectés par Pôle emploi). Après les crédits supplémentaires de l'Etat dans le cadre du plan de relance 2010, l'effectif total du réseau est en diminution de 3% par rapport à l'année précédente. La grande majorité (69%) des structures est composée d'une équipe de 10 à 30 personnes en équivalent temps plein. 85% des salariés sont en CDI et 73% des professionnels du réseau exercent un métier directement lié à l'insertion sociale et professionnelle.
Coût pour la collectivité nationale : 457 euros par jeune accompagné	Le réseau a bénéficié de 523,9 millions d'euros de financement, en quasi totalité public, 427,3 millions pour l'activité principale, 84,6 millions pour les activités spécifiques et 12 millions de fonds gérés pour le compte d'autrui. Avec 39% du financement du réseau apporté par l'état et 46% par les collectivités locales, le coût pour la collectivité nationale est de 457 euros par jeune accompagné.

1/ L'essentiel du réseau des missions locales en 2011

> Le réseau au 31 décembre 2011 : 454 structures

- 440 missions locales
- 14 PAIO
- 11 816 professionnels

> 1,4 million de jeunes accompagnés

- 487 500 jeunes en premier accueil
- 1,365 million de jeunes en contact
- 1,146 million de jeunes reçus en entretien

> 637 000 entrées en emploi

- 516 000 entrées en emplois classiques
- 70 000 entrées en emplois aidés
- 51 000 contrats en alternance dont :
- 33 000 contrats d'apprentissage
- 18 000 contrats de professionnalisation

> Les indicateurs jeunes depuis 3 ans

	2009	2010	2011
Jeunes en premier accueil	515 000	515 100	487 500
Jeunes en contact	1 256 000	1 323 500	1 365 000
Emplois classiques	435 000	461 000	516 000
Emplois aidés	66 000	69 000	70 000
Alternance	42 000	46 000	51 000
Total contrats de travail signés	543 000	576 000	637 500

> 721 000 jeunes en demande d'insertion, fin décembre 2011

> 170 000 jeunes entrés en CIVIS, 243 000 jeunes sortis dont 48% en emploi ou formation

> 166 000 jeunes accompagnés dans le cadre de la cotraitance avec Pôle emploi, 111% de l'objectif conventionnel réalisé

> 524 millions d'euros de financement, soit 457 euros par jeune accompagné

- 427 M€ pour l'activité principale (82%)
- 85 M€ pour les activités spécifiques (12 %)
- 12 M€ de Fonds gérés (2%)

> Les financeurs : 39% Etat, 46% collectivités

- Etat : 39%
- FSE : 3%
- Autres organismes publics et privés : 12%
- Régions : 19%
- Départements : 6%
- Communes et EPCI : 21%

2/ L'activité d'insertion professionnelle des jeunes

Tableau 1 : Evolution de l'accueil des jeunes entre 2006 et 2011

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Jeunes en contact avec le réseau	1 214 000	1 130 000	1 213 000	1 256 000	1 323 000	1 365 207
<i>dont jeunes reçus en entretien</i>	<i>1 018 000</i>	<i>1 005 000</i>	<i>1 021 000</i>	<i>1 098 000</i>	<i>1 137 000</i>	<i>1 146 656</i>
<i>dont jeunes reçus en entretien individuel</i>	<i>1 005 000</i>	<i>995 000</i>	<i>1 011 000</i>	<i>1 088 000</i>	<i>1 110 000</i>	<i>1 134 066</i>
Jeunes accueillis pour la première fois	477 000	452 000	467 000	515 000	515 000	487 481
<i>dont femmes (en %)</i>	<i>53</i>	<i>54</i>	<i>52</i>	<i>50</i>	<i>51</i>	<i>52</i>
<i>dont mineurs (en %)</i>	<i>17</i>	<i>17</i>	<i>17</i>	<i>15</i>	<i>15</i>	<i>16</i>

Champ : Jeunes en contact avec le réseau (entretien individuel, information collective, atelier ou visite...) et jeunes accueillis pour la première fois par le réseau (reçus pour la première fois en entretien individuel par un conseiller) dans l'année.
Source : Entrepôt national Parcours 3, traitement Dares.

Tableau 2 : Nombre d'entretiens individuels dans l'année suivant le premier accueil, en 2011

En %	Niveau de formation à la sortie							Ensemble
	Au moins Bac+2 (Niveaux I, II ou III)	Diplôme du Bac (niveau IV diplômé)	Niveau Bac, (Niveau IV sans diplôme)	Diplôme de CAP ou BEP (Niveau V diplômé)	Niveau CAP ou BEP, 1 ^{ère} , 2 ^{nde} , (Niveau V sans diplôme)	Sortie avant dernière année CAP-BEP (Niveau Vbis)	Sortie avant 3 ^e générale ou 4 ^e non générale (Niveau VI)	
1	35	27	24	24	22	22	22	24
2	22	20	19	18	18	16	17	18
3	13	13	13	13	13	13	12	13
4	9	10	9	10	10	10	10	10
5	6	7	8	8	8	8	8	8
6 à 9	11	15	17	17	18	19	18	17
10 et plus	4	8	10	10	11	12	13	10
	100	100	100	100	100	100	100	100

Note de lecture : 22 % des jeunes de niveau I, II ou III reçus en premier accueil ont bénéficié de deux entretiens individuels dans l'année qui a suivi leur premier accueil.

Source : Parcours 3 (extraction novembre 2012, traitement Dares). France entière.

Champ : Jeunes accueillis pour la première fois par le réseau des ML/PAIO entre le 1er janvier 2011 et le 30 juin 2011.

Définitions

Les jeunes sont dits « en contact » une année donnée lorsqu'ils ont été en relation, au moins une fois dans l'année, avec une mission locale, éventuellement par l'intermédiaire d'un tiers, et ce par quelque moyen que ce soit : entretien individuel, atelier, information collective, téléphone, lettre, intermédiation...

Les jeunes sont dits « reçus en entretien » lorsqu'ils ont bénéficié durant l'année d'au moins un entretien individuel, ou participé à un atelier ou une information collective.

Les jeunes sont dits « accueillis pour la première fois » ou « reçus en premier accueil » ou simplement « en premier accueil » lorsqu'ils ont bénéficié pour la première fois au cours de l'année d'un entretien individuel avec un conseiller du réseau des missions locales.

Les niveaux de formation

Niveau I et II : diplômés des premier et deuxième cycles de l'enseignement supérieur (licence universitaire ou davantage), d'une école de commerce ou d'ingénieur.

Niveau III : diplômés d'une formation de niveau bac +2 : premier cycle de l'enseignement supérieur (DEUG, BTS...), de formations du secteur de la santé, paramédical, social.

Niveau IV : Sorties de terminale ou d'un niveau équivalent avec ou sans baccalauréat, de l'enseignement supérieur sans diplôme, de classes préparatoires sans avoir réussi à intégrer une école de commerce ou d'ingénieur.

Niveau V : sorties à l'issue de la dernière année de CAP ou BEP (avec ou sans diplôme) ou d'une classe de seconde ou de première.

Niveau V bis : sorties du système éducatif avant la dernière année de CAP ou de BEP, après une classe de troisième générale ou une classe de quatrième ou de troisième d'enseignement non général.

Niveau VI : sorties du système éducatif avant une classe de troisième générale ou avant une classe de quatrième non générale.

Les jeunes dits « sans qualification » sont les jeunes de niveaux VI ou V bis. Les jeunes dits « peu ou pas qualifiés » sont les jeunes de niveau VI, V bis ou V sans diplôme. Les jeunes dits « peu ou pas diplômés » sont les jeunes de niveau VI, V bis ou V.

Le système d'information Parcours 3

Les missions locales sont équipées de l'application Parcours 3 depuis 2003 pour gérer les dossiers des jeunes accueillis et notamment ceux qui bénéficient du programme CIVIS. Cette application issue de l'évolution du logiciel Parcours 2 est utilisée quotidiennement pour la saisie des dossiers des jeunes par l'ensemble des conseillers des missions locales. Elle permet de décrire précisément les caractéristiques individuelles des jeunes, les situations qu'ils occupent sur le marché du travail, les services dont ils bénéficient...

Localement, Parcours 3 est un outil de pilotage pour chaque mission locale. Les remontées mensuelles d'information au niveau régional et au niveau national permettent des études à un niveau plus agrégé. Pour s'assurer de la qualité des données, des contrôles de cohérence et une charte de saisie ont été conçus pour corriger et homogénéiser les comportements de saisie sur l'ensemble du territoire.

Tableau 3 : caractéristiques des jeunes en premier accueil en 2011 selon leur sexe

<i>En pourcentage</i>	Hommes	Femmes	Ensemble
Age au premier accueil			
16 ou 17 ans	19	13	16
18 à 21 ans	53	56	54
22 à 25 ans	29	31	30
Niveau de formation initiale			
Au moins bac+2 (Niveau I, II ou III)	6	9	8
Baccalauréat (Niveau IV avec diplôme)	19	29	24
Niveau baccalauréat sans diplôme (niveau IV sans diplôme)	8	9	9
CAP-BEP (Niveau V avec diplôme)	20	20	20
Niveau CAP-BEP sans diplôme, sortie de 2 ^{nde} ou 1 ^{ère} (niveau V sans diplôme)	17	12	14
Première année CAP-BEP, sortie de 3 ^o (niveau V bis)	19	14	16
Sortie avant la 3 ^o générale (niveau VI)	11	7	9
Type d'hébergement			
Chez les parents	61	50	55
Chez un autre membre de la famille	11	10	10
Logement autonome	14	28	22
Chez des amis	5	5	5
En foyer, en centre d'hébergement et de réinsertion sociale, en hôtel	4	3	3
Sans hébergement, en hébergement nomade	1	1	1
Autres	4	3	4
Situation familiale			
Célibataire	94	84	89
Marié, Pacsé, vie maritale	6	15	10
Séparé, divorcé, veuf	0	1	1
Enfants			
Au moins un enfant à charge	4	12	8
Nationalité			
Française	94	94	94
Etranger Union européenne	1	1	1
Etranger Hors Union Européenne	5	5	5
Zone d'habitation			
Zone urbaine sensible (ZUS)	13	12	13
Zone rurale	15	16	15
Hors ZUS et Zone rurale	72	72	72
Mobilité			
Automobile personnelle	31	33	32
Motocyclette, mobylette ou scooter	10	3	6
Aucun moyen de transport individuel motorisé	59	64	62
Permis B	38	39	38

Champ : Ensemble des jeunes reçus en premier accueil en 2011.
Source : Parcours 3 (extraction novembre 2012, traitement Dares).

Tableau 4 : Contrats de travail signés en 2009, 2010 et 2011 par les jeunes reçus en entretien individuel

Types de contrats de travail signés	Part en 2009 (en %)	Nb de contrats en 2009	Part en 2010 (en %)	Nb de contrats en 2010	Part en 2011 (en %)	Nb de contrats en 2011
Emplois classiques	80,1	435 000	80,0	461 000	81,0	516 172
CDD	37,4	203 000	36,1	208 000	36,6	233 039
intérim	19,0	103 000	21,9	126 000	23,4	149 340
CDI	12,5	68 000	11,8	68 000	11,6	74 089
contrat saisonnier	10,3	56 000	9,2	53 000	8,4	53 356
autres contrats	1,0	5 000	1,0	6 000	1,0	6 344
Emplois aidés	12,2	66 000	12,0	69 000	11,0	70 178
CUI CAE	7,9	43 000	7,5	43 000	7,2	45 744
CUI CIE	1,5	8 000	1,7	10 000	1,2	7 494
IAE (insertion par l'activité économique)	2,2	12 000	2,3	13 000	2,2	13 764
autres contrats aidés	0,6	3 000	0,5	3 000	0,5	3 176
Alternance	7,8	42 000	8,0	46 000	8,0	51 106
Contrat d'apprentissage	5,0	27 000	5,2	30 000	5,2	33 223
Contrat de professionnalisation	2,8	15 000	2,8	16 000	2,8	17 883
Ensemble	100	543 000	100	576 000	100	637 456

Note de lecture : 11 % des contrats de travail signés en 2011 sont des emplois aidés et 8 % sont des emplois en alternance.
Source : Parcours 3 (extraction novembre 2012, traitement Dares), France entière.

Champ : Ensemble des contrats signés en 2009, 2010 et 2011 par les jeunes reçus en entretien individuel.

Tableau 5 : Insertion professionnelle des jeunes en premier accueil dans les six mois

		2009		2010		2011	
Nombre de jeunes en premier accueil		515 000		515 000		487 481	
Débouchés dans les six premiers mois	Toute forme d'emploi	132 000	25,6%	139 000	27%	133 456	27,4%
	Emploi classique	101 000	19,5%	107 000	20,7%	100 283	20,6%
	Emploi aidé	20 000	3,9%	19 000	3,7%	19 668	4,0%
	Emploi en alternance	16 000	3,1%	17 000	3,4%	18 364	3,8%
	Formation	82 000	15,9%	83 000	16,1%	73 957	15,2%
	Rescolarisation	13 000	2,5%	13 000	2,5%	12 927	2,7%
	Immersion en entreprise	19 000	3,6%	23 000	4,4%	23 105	4,7%

Note de lecture : 27,4 % des jeunes en premier accueil au cours de 2011 ont accédé dans les 6 mois à un emploi de toute forme (classique, aidé ou en alternance).

Remarque : les pourcentages ne se cumulent pas. Un même jeune peut par exemple accéder à un emploi et une formation dans l'année.

Source : Parcours 3 (extraction novembre 2012, traitement Dares), France entière.

Champ : Ensemble des jeunes en premier accueil en 2009, 2010 et 2011.

Note : les données de 2009 ne sont pas identiques à celles publiés les années suivantes, le mode de calcul des indicateurs de ce tableau ayant été modifié pour uniformiser les concepts utilisés par l'ensemble des acteurs du réseau.

Tableau 6 : Accès à l'emploi et à la formation dans les six mois par région

Région	Nombre de jeunes en premier accueil	Débouchés dans les six premiers mois (en%)				
		Toute forme d'emploi	Emploi classique	Emploi aidé	Emploi en alternance	Formation
Alsace	10 106	30,6	23,1	4,8	3,8	14,7
Aquitaine	25 150	31,0	24,1	3,5	4,7	18,4
Auvergne	9 887	32,2	23,0	4,6	6,0	18,0
Basse-Normandie	9 837	34,8	25,8	6,4	4,1	15,8
Bourgogne	12 591	27,5	19,3	5,1	4,1	10,8
Bretagne	22 058	29,8	23,6	3,6	3,6	17,9
Centre	17 817	31,7	24,4	4,1	4,3	13,9
Champagne-Ardenne	11 188	33,8	26,4	5,0	4,0	17,5
Corse	2 000	28,1	20,0	3,7	5,6	17,6
Franche-Comté	6 939	27,9	19,0	5,4	4,4	15,2
Guadeloupe	3 725	10,9	4,5	4,2	2,3	12,5
Guyane	2 168	9,7	5,1	3,2	1,7	18,5
Haute-Normandie	14 300	30,9	23,2	5,6	3,5	10,5
Ile-de-France	81 671	24,8	20,3	2,0	3,1	14,3
La Réunion	10 562	13,3	6,5	1,8	5,2	15,1
Languedoc-Roussillon	25 501	25,9	17,6	5,1	4,2	13,1
Limousin	4 764	40,4	33,3	2,0	6,4	13,2
Lorraine	14 497	29,7	20,9	5,2	4,7	24,4
Martinique	4 851	12,6	9,0	1,8	2,0	9,0
Mayotte	1 798	1,4	1,2	0,4	0,1	28,0
Midi-Pyrénées	17 990	30,0	19,5	7,9	4,1	13,4
Nord-Pas-de-Calais	35 304	22,2	15,2	3,9	3,9	16,6
Pays de la Loire	22 885	28,7	22,3	4,6	2,8	14,5
Picardie	16 088	30,9	22,2	7,2	2,8	9,3
Poitou-Charentes	13 358	31,9	24,4	4,0	4,7	8,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	44 199	24,2	18,6	2,8	3,6	21,4
Rhône-Alpes	46 247	30,5	23,7	4,7	3,3	12,0
France entière	487 481	27,4	20,6	4,0	3,8	15,2

Lecture : en France, 20,6 % des jeunes en premier accueil en 2011 ont accédé à un emploi classique dans les six mois suivant leur premier accueil.

Remarque : les pourcentages ne se cumulent pas. Un même jeune peut par exemple accéder à un emploi et une formation dans les six mois suivant son premier accueil.

Champ : Ensemble des jeunes reçus en premier accueil en 2011.

Source : Parcours 3 (extraction novembre 2011, traitement Dares), France entière.

Note : les données de 2011 et 2010 ne sont pas strictement comparables aux données de 2009, le mode de calcul des indicateurs de ce tableau ayant été modifié pour uniformiser les concepts utilisés par l'ensemble des acteurs du réseau.

3/ Les jeunes en demande d'insertion

L'indicateur « jeunes en demande d'insertion » (JDI) dénombre les jeunes ayant bénéficié d'au moins un entretien au sein du réseau des missions locales et PAIO, au cours des cinq derniers mois, qu'il s'agisse d'un entretien individuel, d'une information collective ou d'un atelier.

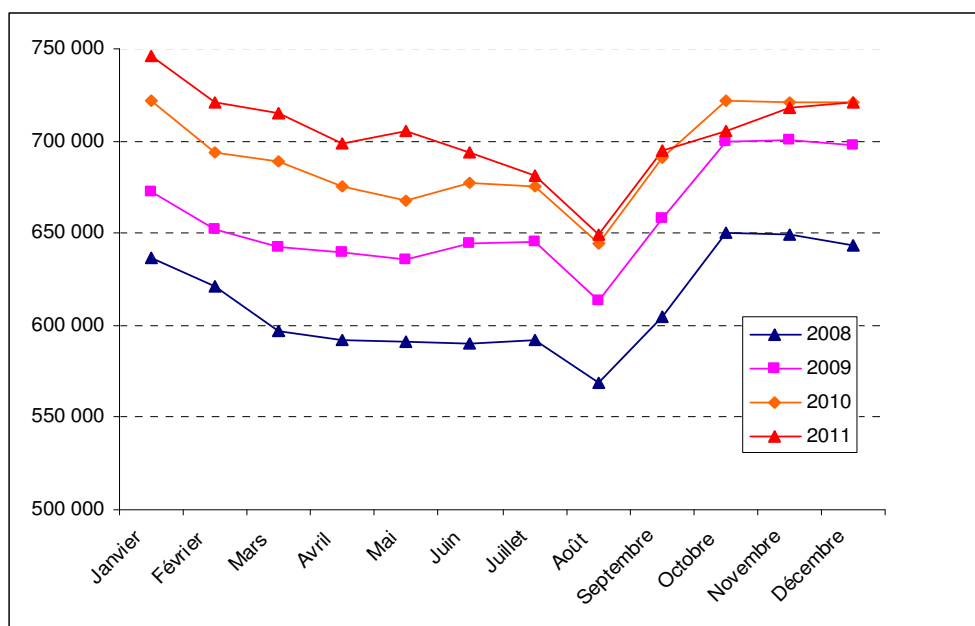
L'indicateur JDI du mois de décembre 2011 mesure ainsi le nombre de jeunes ayant eu au moins un entretien individuel, une information collective ou un atelier entre le 01 août 2011 et le 31 décembre 2011 inclus. L'indicateur est calculé, par la DARES, à partir de l'entrepôt national de données issu de Parcours 3.

Tableau 7 : Jeunes en demande d'insertion (JDI) en décembre 2010 et décembre 2011

Région	JDI 12-2010	JDI 12-2011
Alsace	15 079	14 508
Aquitaine	34 428	35 020
Auvergne	13 877	14 621
Basse-Normandie	14 411	14 390
Bourgogne	19 168	19 366
Bretagne	29 301	30 021
Centre	26 274	26 933
Champagne-Ardenne	18 597	19 263
Corse	2 802	2 780
Franche-Comté	11 025	10 532
Guadeloupe	6 453	7 576
Guyane	3 300	3 341
Haute-Normandie	21 676	21 159
Ile-de-France	107 677	107 779
La Réunion	19 504	19 414
Languedoc-Roussillon	37 102	36 511
Limousin	8 269	7 954
Lorraine	22 214	23 071
Martinique	9 220	10 152
Mayotte	ND	1 860
Midi-Pyrénées	26 043	25 814
Nord-Pas-de-Calais	65 325	64 080
Pays de la Loire	33 862	31 760
Picardie	26 519	25 827
Poitou-Charentes	18 322	18 624
Provence-Alpes-Côte d'Azur	63 116	65 061
Rhône-Alpes	64 597	63 750
Total	718 161	721 167

Source : Parcours 3 (données avril 2012)
Exploitation DARES : Entrepôt National Parcours 3

Graphe 1 : Evolution mensuelle de l'indicateur JDI de 2008 à 2011



4/ Le contrat d'insertion à la vie sociale - CIVIS

CIVIS de droit commun et CIVIS renforcé

Mis en œuvre par les missions locales, le dispositif se décline en deux volets : le CIVIS renforcé pour les jeunes sortis de scolarité sans CAP-BEP ou avant la terminale (niveaux VI, Vbis et V sans diplôme) et le Civis de droit commun pour les jeunes jusqu'au bac+2 non validé (niveaux V sans diplôme et IV). Le CIVIS de droit commun se déroule sur un maximum de deux périodes d'un an. Le CIVIS renforcé est renouvelable chaque année jusqu'au 26^{ème} anniversaire du jeune. Depuis janvier 2009, un jeune peut effectuer plusieurs périodes non contiguës dans le dispositif CIVIS. Sont considérées comme telles les périodes (d'au plus un an) non suivies d'un renouvellement dans le mois qui suit.

Revenu contractualisé d'autonomie

Depuis le mois de mars 2011, le revenu contractualisé d'autonomie (RCA) est mis en œuvre à titre expérimental par les missions locales. Destiné à 5 500 jeunes éligibles au dispositif CIVIS, il permet de garantir à ces jeunes une allocation mensuelle de 250 euros pendant un an, puis une allocation mensuelle dégressive de 240 euros à 60 euros pendant une année supplémentaire.

Tableau 8 : Entrées et sorties du CIVIS entre le 1er janvier 2011 et le 31 décembre 2011

	Entrées totales	dont RCA	Entrées en CIVIS renforcé	dont RCA	Entrées en CIVIS de droit commun	dont RCA	Jeunes sortis
Alsace	4 037	64	1 897	25	2 140	39	4 608
Aquitaine	8 134	131	3 795	40	4 339	91	12 947
Auvergne	3 075	47	1 368	19	1 707	28	3 791
Basse-Normandie	3 882	0	1 824	0	2 058	0	6 030
Bourgogne	5 847	0	2 741	0	3 106	0	7 968
Bretagne	7 240	472	2 568	157	4 672	315	10 041
Centre	6 254	101	2 985	44	3 269	57	7 914
Champagne-Ardenne	3 879	152	1 732	59	2 147	93	5 450
Corse	531	13	273	7	258	6	780
Franche-Comté	2 985	207	1 295	74	1 690	133	4 388
Guadeloupe	1 776	0	805	0	971	0	2 022
Guyane	952	0	442	0	510	0	1 553
Haute-Normandie	7 411	191	3 052	80	4 359	111	10 133
Ile-de-France	22 842	241	13 109	114	9 733	127	31 926
La Réunion	4 992	374	2 266	149	2 726	225	5 494
Languedoc-Roussillon	8 165	339	4 050	155	4 115	184	10 163
Limousin	1 827	60	887	21	940	39	2 857
Lorraine	6 151	232	2 807	83	3 344	149	10 672
Martinique	2 260	0	865	0	1 395	0	2 524
Midi-Pyrénées	6 607	0	3 273	0	3 334	0	8 868
Nord-Pas-de-Calais	16 796	541	6 977	212	9 819	329	24 215
Pays de la Loire	8 958	454	4 150	205	4 808	249	10 873
Picardie	7 145	81	3 783	33	3 362	48	10 751
Poitou-Charentes	5 105	119	2 501	49	2 604	70	6 575
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10 827	313	5 539	133	5 288	180	13 781
Rhône-Alpes	11 943	268	6 226	132	5 717	136	16 186
Total 2011	169 621	4 400	81 210	1 791	88 411	2 609	232 510
<i>Total 2010</i>	<i>213 555</i>	-	<i>103 573</i>	-	<i>109 982</i>	-	<i>184 364</i>

Source : Parcours 3 (Données à fin décembre 2011, extraction début avril 2012)
Exploitation DARES : Entrepôt National Parcours 3

Tableau 9 : Fins de contrat CIVIS entre le 1^{er} janvier 2011 et le 31 décembre 2011

	Nombre de fins de contrat CIVIS	Part de fins de contrat en emploi durable	Part de fins de contrat en emploi non durable	Part de fins de contrat en formation
Alsace	4 654	32,7%	15,0%	6,8%
Aquitaine	13 497	30,5%	12,4%	8,3%
Auvergne	3 882	33,9%	14,8%	7,8%
Basse-Normandie	6 402	27,9%	15,1%	7,9%
Bourgogne	8 440	29,8%	14,9%	7,8%
Bretagne	10 464	26,9%	18,1%	8,1%
Centre	8 234	30,0%	16,1%	6,7%
Champagne-Ardenne	5 586	31,7%	13,6%	8,4%
Corse	795	39,5%	12,1%	6,7%
Franche-Comté	4 618	25,9%	15,3%	8,5%
Guadeloupe	2 197	6,4%	16,2%	15,5%
Guyane	1 622	6,1%	13,6%	14,7%
Haute-Normandie	10 721	23,7%	14,5%	8,9%
Ile-de-France	33 169	25,5%	14,1%	8,1%
La Réunion	5 607	22,0%	7,9%	11,2%
Languedoc-Roussillon	10 698	29,2%	16,3%	7,6%
Limousin	3 007	30,1%	14,5%	8,0%
Lorraine	11 110	24,9%	11,6%	10,7%
Martinique	2 652	8,7%	12,8%	17,8%
Midi-Pyrénées	9 183	29,9%	15,9%	5,5%
Nord-Pas-de-Calais	25 665	19,2%	13,4%	10,2%
Pays de la Loire	11 648	22,8%	18,6%	7,2%
Picardie	11 362	19,1%	12,7%	7,9%
Poitou-Charentes	6 979	25,9%	14,8%	7,6%
Provence-Alpes Côte d'Azur	14 116	29,6%	12,4%	10,2%
Rhône-Alpes	16 702	28,9%	14,3%	6,8%
Total 2011	243 010	25,6%	14,3%	8,5%

Source : Parcours 3 (Données à fin décembre 2011, extraction début avril 2012)
Exploitation DARES : Entrepôt National Parcours 3

Remarques de lecture

Un jeune en CIVIS peut connaître plusieurs fins de contrats (périodes non contiguës dans le dispositif) alors qu'il ne connaît qu'une seule sortie (définitive) du dispositif. Le nombre de fins de contrats est ainsi supérieur au nombre de sorties.

- Nombre de fins de contrat : nombre de périodes (d'au plus un an), non suivies d'un renouvellement du CIVIS dans le mois qui suit et nombre de suspensions du RCA.

- Part de fins de contrat en emploi durable : part de fins de contrats débouchant sur un emploi durable (CDI ou CDD de plus de six mois, hors contrats aidés du secteur non marchand).

- Part de fins de contrat en emploi non durable : part de fins de contrats débouchant sur un emploi non durable.

- Part de fins de contrat en formation : part de fins de contrats débouchant sur une formation.

5/ Le partenariat renforcé avec Pôle emploi

Le partenariat renforcé entre les missions locales et Pôle emploi

L'accord cadre de partenariat renforcé renouvelant la coopération entre l'Etat, Pôle emploi et le CNML a été signé en janvier 2010 pour une période de cinq ans. S'appuyant sur le partenariat engagé depuis 2001 au service de l'accompagnement des jeunes demandeurs d'emploi, il vise à dynamiser et structurer la coopération dans un principe de concertation et de complémentarité d'action. Au-delà de sa composante cotraitance que constitue la contribution des missions locales à la mise en œuvre du projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE), l'accord a pour objet de développer : une démarche commune de diagnostic partagé ; la complémentarité des offres de services ; une intervention concertée en directions des entreprises ; la réalisation d'actions communes en direction des jeunes, des entreprises et des partenaires ; des actions de communication valorisant le partenariat. En 2011, 201 000 jeunes ont été accompagnés dans le cadre de la cotraitance pour un objectif initial de 150 000.

Tableau 10 : Répartition régionale des postes Pôle emploi affectés

Région	Missions locales et PAIO	ML&PAIO disposant d'un poste Pôle emploi	Postes Pôle emploi mis à disposition	Postes Pôle emploi en EQTP
Alsace	12	8	12	9,1
Aquitaine	23	16	19	18
Auvergne	14	9	11	8,9
Basse-Normandie	13	4	4	3,8
Bourgogne	16	13	16	8,85
Bretagne	17	13	15	12,93
Centre	22	10	10	8,7
Champagne-Ardenne	15	7	7	5,9
Corse	4	2	2	2
Franche-Comté	10	7	9	5,6
Guadeloupe	1	1	1	1
Guyane	1	1	1	1
Haute-Normandie	13	12	13	11,9
Ile-de-France	76	36	44	34,1
La Réunion	4	3	8	4,8
Languedoc-Roussillon	17	9	9	8,8
Limousin	6	4	4	3,3
Lorraine	20	14	25	12,2
Martinique	3	0	0	0
Mayotte	1	0	0	0
Midi-Pyrénées	10	8	11	10,8
Nord-Pas-de-Calais	27	19	22	20,19
Pays de la Loire	21	4	6	4,8
Picardie	17	12	13	11,8
Poitou-Charentes	14	10	13	10,73
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	21	24	21,63
Rhône-Alpes	48	33	37	30,48
Total	454	276	336	271,31

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2011 – ICARE.

Tableau 11 : Réalisation des objectifs de cotraitance et financement de Pôle emploi

Région	Jeunes suivis dans le cadre du PPAE	Dont conventionnés	Objectif conventionnel	Taux de réalisation	Financement de Pôle Emploi au titre de la cotraitance
Alsace	4 750	4 045	3 495	116%	802 920
Aquitaine	11 337	8 600	7 562	114%	1 739 260
Auvergne	4 077	3 140	2 931	107%	744 337
Basse-Normandie	5 981	4 689	4 243	111%	975 881
Bourgogne	6 188	4 409	3 911	113%	835 820
Bretagne	8 162	6 729	5 711	118%	1 322 960
Centre	7 728	6 215	5 255	118%	1 104 370
Champagne-Ardenne	4 533	3 726	3 415	109%	785 451
Corse	664	612	646	95%	148 580
Franche-Comté	3 635	2 760	2 461	112%	566 030
Guadeloupe	1 746	1 642	1 857	88%	427 110
Guyane	748	617	502	123%	115 460
Haute-Normandie	8 833	6 835	5 922	115%	1 362 060
Ile-de-France	22 672	20 522	19 702	104%	3 956 539
La Réunion	6 040	5 343	5 143	104%	1 216 620
Languedoc-Roussillon	8 109	6 352	6 250	102%	1 372 870
Limousin	1 930	1 696	1 375	123%	315 744
Lorraine	7 805	6 254	5 762	109%	1 334 229
Martinique	2 050	1 772	1 553	114%	140 915
Midi-Pyrénées	8 130	7 118	5 787	123%	1 331 010
Nord-Pas-de-Calais	21 216	16 398	15 243	108%	3 506 117
Pays de la Loire	11 686	9 830	8 235	119%	1 884 620
Picardie	10 659	7 602	5 967	127%	1 372 001
Poitou-Charentes	4 535	4 277	3 683	116%	755 320
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13 730	12 329	11 427	108%	2 456 170
Rhône-Alpes	14 130	12 684	11 962	106%	2 751 260
Total	201 074	166 196	150 000	111%	33 323 654

Source : Parcours 3 et comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2011 – ICARE, traitement CNML.

Tableau 12 : Actions de partenariat avec Pôle emploi

	Réponses	Formalisé dans la convention	Suivi en comité de pilotage
Un diagnostic partagé	316	278	238
Des modalités de régulation des flux de cotraitance	381	331	340
Des actions communes en direction des jeunes	361	325	301
Des actions communes en direction des entreprises	298	263	237
Des actions de développement des compétences	149	139	112
Visibilité et complémentarité de l'offre de services	328	291	260
Des actions communes de communication	259	233	202
Total ML et PAIO concernées	407	-	-

Lecture : réponses positives à la question « Dans le cadre du partenariat renforcé avec Pôle Emploi, quelles types d'actions ou modalités ont été prévues ? Sont-elles suivies en COPIL ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2011 – ICARE. Sur un total de 407 réponses.

6/ L'offre de service des missions locales

Tableau 13 : Partenariat avec les services de l'Education nationale

CIO	401
MGIEN	329
Etablissement scolaire public	274
Etablissement scolaire privé	156
Université	68
Rectorat	73
Inspection académique	126
Plateforme de suivi et d'appui aux décrocheurs	400
Total ML et PAIO concernées	419

Lecture : réponses positives à la question « Avez-vous des relations opérationnelles ou des conventions avec l'Education Nationale? Si oui, avec qui ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2011 – ICARE. Sur un total de 423 réponses.

Tableau 14 : Types de partenariat avec les services de l'Education nationale

	En direction des jeunes	En direction des parents	En direction des professionnels	ML et PAIO concernées
Lutte contre la déscolarisation	307	31	130	320
Retour en formation initiale	367	20	111	371
Orientation	325	40	127	333
Apprentissage	306	52	143	312
Information sur l'emploi	263	32	121	272
Information sur la mission locale et son offre de service	334	62	234	367
Concertation entre professionnels	218	14	243	331
Repérage concerté du décrochage scolaire	319	22	258	390
Organisation accompagnement concerté des décrocheurs	334	31	243	381
Autre	33	5	25	42

Lecture : réponse à la question « Quelles sont les thématiques de vos relations ou accords avec l'Education Nationale ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2011 – ICARE. . Sur un total de 419 réponses.

Tableau 15 : Labellisation au titre du SPO par région

Région	Nb structures	Processus de labellisation engagé dans l'année	Labellisation au 31-12-2011
Alsace	12	7	0
Aquitaine	23	17	5
Auvergne	14	7	2
Basse-Normandie	13	11	0
Bourgogne	16	8	0
Bretagne	17	11	6
Centre	22	13	2
Champagne-Ardenne	15	8	1
Corse	4	4	0
Franche-Comté	10	9	0
Guadeloupe	1	0	0
Guyane	1	0	0
Haute-Normandie	13	11	0
Ile-de-France	76	13	5
La Réunion	4	4	0
Languedoc-Roussillon	17	7	1
Limousin	6	0	0
Lorraine	20	11	2
Martinique	3	1	0
Mayotte	1	0	0
Midi-Pyrénées	10	2	0
Nord-Pas-de-Calais	27	16	2
Pays de la Loire	21	3	0
Picardie	17	5	0
Poitou-Charentes	14	4	1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	15	1
Rhône-Alpes	48	8	3
Total	454	195	31

Lecture : réponse aux questions : « En 2011, la mission locale était engagée dans un processus de labellisation au titre du SPO ? » ; « Au 31 décembre 2011, la mission locale était elle habilitée dans le cadre du SPO ? »

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2011 – ICARE. . Sur un total de 419 réponses.

Tableau 16 : Partenariat avec les services du ministère de la justice

Services pénitentiaires d'insertion et de probation en milieu fermé	186
Maison d'arrêt	161
Centre de détention	72
Services pénitentiaires d'insertion et de probation en milieu ouvert	296
Association de contrôle judiciaire	69
Protection judiciaire de la jeunesse	319
Centre éducatif fermé pour les mineurs	43
Total ML et PAIO concernés	387

Lecture : réponse à la question « Avez-vous des relations opérationnelles ou des conventions avec le ministère de la justice ? Avec quelles structures ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2011 – ICARE. Sur un total de 418 réponses.

Tableau 17 : Relations opérationnelles ou conventions avec la Défense nationale

Services de la journée défense citoyenneté (BSN)	322
Centres de défense 2 ^{ème} chance (EPIDe)	344
Total ML et PAIO concernés	388

Lecture : réponse à la question « Avez-vous des relations opérationnelles ou des conventions avec la défense nationale ? Si oui, avec qui ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2011 – ICARE. Sur un total de 418 réponses.

Tableau 18 : Service de rencontre d'un psychologue

Réalisé par un salarié	94
Réalisé par un partenaire	123
Réalisé par un achat de prestation	95
Autre	30
Total ML et PAIO concernées	304

Lecture : réponse à la question « la mission locale propose-t-elle la rencontre d'un psychologue ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2011 – ICARE. Sur un total de 418 réponses.

Tableau 19 : Financeurs du service de rencontre d'un psychologue proposé

DRASS	64
ARH	55
Conseil régional	72
Conseil général	49
Autre	101
Total ML et PAIO concernées	258

Lecture : réponse à la question « Si oui, est-elle prise en charge par un financement public spécifique ? Dans ce cas, quel est le financeur principal ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2011 – ICARE. Sur un total de 306 réponses.

Tableau 20 : Aides à la mobilité

Transport à la demande	149
Prêt de vélos ou deux roues	108
Location de mobylettes	225
Prêt de véhicules	50
Location de véhicules	114
Prêts pour achat de véhicules	52
Aides financières mobilité	405
Informations sur transports publics	345
Service covoiturage	62
Préparation du permis de conduire	334
Action de mobilité internationale	130
Action de mobilité européenne	172
Total ML et PAIO concernées	415

Lecture : réponse à la question « La mission locale propose-t-elle des aides à la mobilité (directement ou dans le cadre d'un partenariat) ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2011 – ICARE. Sur un total de 418 réponses.

Tableau 21 : Services d'aide au logement et partenariat

Informations par un conseiller référent logement	217
Comité local pour le logement autonome des jeunes (CLLAJ) en interne	19
Partenariat avec CLLAJ	111
Partenariat avec foyer de jeunes travailleurs	243
Partenariat avec agence immobilière à vocation sociale	27
Partenariat avec Adoma (1)	92
Partenariat avec les autres acteurs du logement	205
Total ML et PAIO concernées	371

Lecture : réponse à la question « Avez vous un service logement ou des relations fonctionnelles avec un partenaire logement ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2011 – ICARE. Sur un total de 418 réponses.

(1) Créée à l'origine pour loger les travailleurs migrants, Adoma a aujourd'hui pour mission d'accueillir et soutenir tous ceux et celles qui traversent des difficultés et ne trouvent pas leur place dans le logement social traditionnel.

Tableau 22 : Services d'hébergement d'urgence

Gestion directe par la mission locale	39
Par l'intermédiaire d'un partenaire hébergement	220
Par l'intermédiaire du 115	300
Par l'intermédiaire d'un service social institutionnel	153
Autre	53
Total ML et PAIO concernées	377

Lecture : réponse à la question « la mission locale est elle en mesure de proposer un hébergement d'urgence ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2011 – ICARE. Sur un total de 418 réponses.

Tableau 23 : Services Internet

Accès Internet en libre accès	327
Accès Internet pour des actions spécifiques	143
Site Internet	269
Page Facebook	158
Compte Twitter	25

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2011 – ICARE. Sur un total de 413 réponses.

Tableau 24 : Services d'aide à la création d'entreprise

Repérage de porteurs de projet	185
Atelier d'information collective	68
Entretien individuel d'information	137
Atelier d'émergence de projet	38
Accompagnement individuel à la création	75
Club de créateurs	16
Total ML et PAIO concernées	249

Lecture : réponse à la question « La mission locale conduit-elle des activités d'aide à la création d'entreprises ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2011 – ICARE. Sur un total de 418 réponses.

Tableau 25 : Partenariat avec les organismes d'aide à la création d'entreprise

Comité local d'aide aux projets	31
Boutiques de gestion	176
Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE)	155
Groupement de jeunes créateurs	35
France Active	23
France Initiative	25
Autre partenariat	220
Total ML et PAIO concernées	334

Lecture : réponse à la question « Avez-vous des relations formalisées avec une structure d'aide à la création d'entreprises ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2011 – ICARE. Sur un total de 418 réponses.

Tableau 26 : Types d'actions mises en place avec les opérateurs économiques

	Infos métiers, forums, rencontres professionnelles	Parrainage	Recrutement
Adecco	192	46	240
Areva	26	9	16
Groupe Casino	99	9	169
Dexia - Crédit Local	27	14	13
SNCF	168	15	188
Groupe GDF-Suez (hors INEO)	78	13	95
INEO (Groupe GDF-Suez)	36	3	50
Lyonnaise des Eaux (Suez Environnement)	43	7	54
SITA - Suez Environnement	39	2	40
Veolia	129	15	157
Groupe CRIT	124	32	165
Carglass	29	5	74
Groupe DCNS (Filières du talent)	13	1	14
Mediapost	83	10	124
Groupe Carrefour	172	24	264
Proman	49	18	82
Armée de l'air	321	9	195
Armée de terre	373	7	246
Police nationale	274	3	167
Gendarmerie nationale	343	8	222
Marine nationale	334	5	204
Chambre de métiers et de l'artisanat	364	29	218
Chambre de commerce et d'industrie	359	30	203
Chambre d'agriculture	221	10	125
Association française de la relation clients (AFRC)	16	1	13
Association nationale pour la formation automobile (ANFA)	91	3	43
Fédération des entreprises de propreté (FEP – FARE)	149	4	107
Institut de mécénat de solidarité (IMS-Entreprendre pour la Cité)	25	6	12
Fafih (OPCA de l'hôtellerie, de la restauration et des activités de loisirs)	167	13	103

Lecture : réponse à la question « La mission locale a-t-elle des relations opérationnelles avec une des entreprises ou acteurs suivants ? Si oui, lesquelles et sur quels types d'action ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2011 – ICARE. Sur un total de 418 réponses.

Tableau 27 : Participation à des projets européens ou internationaux

Jeunesse en action : Echanges de jeunes	37
Jeunesse en action : Service volontaire européen	70
Jeunesse en action : Activités de formation et mise en réseau des acteurs et organisations	21
Jeunesse en action : Appui aux acteurs pour des observations en milieu de travail, séminaires, visites d'études, stages de formation	16
Education - Grundtvig : Activités de formation formelle ou non-formelle (cours, stages, visites d'études) et de mise en réseau des acteurs	9
Education et formation tout au long de la vie - Leonardo da Vinci : Bourses de mobilité pour effectuer un stage en entreprise, une formation ou découvrir les méthodes de formations professionnelles en Europe	64
Actions innovantes transnationales du fonds social européen : Projets innovants et expérimentaux, partenariat pour l'innovation, coopération transnationale pour la mobilité	11
OFAJ : Echanges de jeunes, de professionnels, stages en entreprise, stages en centre de formation, participation à des séminaires, jumelages	24
OFQJ : Echanges de jeunes, de professionnels, stages en entreprise, stages en centre de formation, participation à des séminaires, jumelages, recours au service civique	20
Coopération internationale : Echange de jeunes, de professionnels dans le cadre d'un projet de coopération volet national, ou volet de coopération décentralisée, activités humanitaires, recours au service civique	24
Autres projets ou programmes	76
Total ML et PAIO concernées	163

Lecture : réponse à la question « Votre mission locale est-elle impliquée dans des programmes européens ou internationaux ? Si oui, lesquels ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2011 – ICARE. Sur un total de 413 réponses.

Tableau 28 : Objectifs des actions européennes ou internationales

	Pour les jeunes	Pour les professionnels
Augmentation des compétences sociales	128	24
Augmentation des compétences professionnelles	109	52
Renforcement linguistique	101	35
Renforcement éducatif	57	6
Diversification des choix professionnels	81	24
Diversification référentiel professionnel (acquisition de nouveaux outils de travail, méthode...)	-	51
Appui technique et de soutien au développement de projets européens et internationaux	-	29
Travail en réseau	-	77
Apport de compétences techniques	55	-
Résolution du déficit d'expérience professionnelle	54	54
Envie de participer à une autre action européenne ou internationale	92	6
Envie de bénéficier d'une bourse de mobilité européenne	31	30
Envie de se former aux programmes européens	10	9
Pas d'impact visible	3	9

Lecture : réponse à la question « Pouvez-vous préciser les objectifs de votre action européenne ou internationale ? Pour les jeunes ? Pour les professionnels ? ».

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO 2011 – ICARE. Sur un total de 150 réponses.

7/ L'organisation territoriale

Tableau 29 : Composition du réseau et statut

	Au 31/12/2010	Au 31/12/2011
Nombre total de structures	468	454
dont missions locales	444	440
dont PAIO	24	14
Statut associatif	440	424
Statut GIP	26	28
Service de collectivité locale	2	2

Source : Comptes rendus d'activité 2011 des missions locales et PAIO. ICARE.

Tableau 30 : Statut des missions locales et des PAIO par région au 31-12-2011

Région	ML	PAIO	Association	GIP	Service de collectivité locale	Total
Alsace	9	3	12			12
Aquitaine	23		23			23
Auvergne	14		14			14
Basse-Normandie	12	1	13			13
Bourgogne	16		16			16
Bretagne	17		17			17
Centre	19	3	19	2	1	22
Champagne-Ardenne	15		14	1		15
Corse	3	1	4			4
Franche-Comté	10		9		1	10
Guadeloupe	1		1			1
Guyane	1			1		1
Haute-Normandie	10	3	13			13
Ile-de-France	76		66	10		76
La Réunion	4		4			4
Languedoc-Roussillon	17		17			17
Limousin	6		5	1		6
Lorraine	18	2	20			20
Martinique	3		3			3
Mayotte	1		1			1
Midi-Pyrénées	10		9	1		10
Nord-Pas-de-Calais	27		25	2		27
Pays de la Loire	21		20	1		21
Picardie	17		16	1		17
Poitou-Charentes	14		13	1		14
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29		23	6		29
Rhône-Alpes	47	1	47	1		48
Total	440	14	424	28	2	454

Source : Comptes rendus d'activité 2011 des missions locales et PAIO. ICARE.

Tableau 31 : Maillage territorial des missions locales

Région	Sièges	Antennes	Permanences	Nb de communes couvertes	Nb de communes par structure
Alsace	12	36	63	899	75
Aquitaine	23	75	215	2296	100
Auvergne	14	15	147	1305	93
Basse-Normandie	13	28	163	1817	140
Bourgogne	16	30	88	2041	128
Bretagne	17	48	279	1276	75
Centre	22	17	170	1840	84
Champagne-Ardenne	15	10	92	1955	130
Corse	4	4	7	276	69
Franche-Comté	10	21	59	1757	176
Guadeloupe	1	8	24	32	32
Guyane	1	5	9	22	22
Haute-Normandie	13	39	89	1419	109
Ile-de-France	76	119	202	1294	17
La Réunion	4	25	13	24	6
Languedoc-Roussillon	17	49	243	1545	91
Limousin	6	11	119	748	125
Lorraine	20	22	168	2324	116
Martinique	3	14	20	34	11
Mayotte	1	3	1	17	17
Midi-Pyrénées	10	43	162	3020	302
Nord-Pas-de-Calais	27	128	262	1510	56
Pays de la Loire	21	71	155	1499	71
Picardie	17	25	169	2287	135
Poitou-Charentes	14	19	144	1514	108
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	81	206	951	33
Rhône-Alpes	48	79	274	2874	60
Total	454	1025	3543	36576	81

Source : Compte rendu d'activité 2011 des missions locales et PAIO. ICARE.

Définitions : les lieux d'accueil selon la Charte nationale Parcours 3

Siège : site principal de la structure (par défaut, le domicile de la personne morale). Il est identifié de façon univoque par le code Insee de la commune.

Antenne : lieu d'accueil fixe, géographiquement distinct du siège, géré par la même personne morale, et bénéficiant d'un équipement permanent (y compris ouvert à temps partiel, et antenne de type bus).

Permanence : lieu d'accueil temporaire ou chronique (avec équipement « nomade » ou mis à disposition (mairie, centre social, etc.).

8/ Les ressources humaines

Evolution des effectifs et taille des structures

Tableau 32 : Effectif par type de structure

	Missions locales	PAIO	Total	Rappel 2010	Evolution 2010/2011	Rappel 2009	Evolution 2009/2010
Effectif total	11681	135	11816	12190	-3,1%	11050	10,3%
Equivalents temps plein (EQTP)	10337	110	10447	10879	-4,0%	9917	9,7%
Effectif salariés	10914	129	11043	11419	-3,3%	10277	11,1%
Dont contrat de remplacement	317	9	326	288	13,2%	nd	nd
EQTP salariés	9764	105	9869	10288	-4,1%	nd	nd
Effectif mis à disposition, détaché ou affecté	767	6	773	771	0,3%	773	-0,3%
EQTP mis à disposition, détaché ou affecté	573	5	578	591	-2,2%	nd	nd

Source : Comptes rendus d'activité 2009, 2010 et 2011 des missions locales et PAIO – ICARE.

Tableau 33 : Evolution de l'effectif total de 2006 à 2011

Variation année n/n+1	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Effectif total	-1,2%	-1%	1,1%	10,3%	-3,1%
Effectif salarié	-1,2%	-0,9%	1,7%	11,1%	-3,3%
Effectif mis à disposition, détaché ou affecté	-1,6%	-3,2%	-6,4%	-0,3%	0,3%

Source : Comptes rendus d'activité des missions locales et PAIO – ICARE.

Tableau 34 : Répartition des structures par taille en équivalent temps plein (ETP)

Nombre d'ETP	Inférieur ou égal à 5	De 5,05 à 10	De 10,05 à 20	De 20,05 à 30	De 30,05 à 50	Plus de 50
2011	1,3%	10,8%	45,2%	23,8%	11,9%	7,0%
2010	2,8%	10,5%	41,2%	26,1%	13,2%	6,2%
2009	3,4%	14,0%	43,3%	23,1%	11,3%	4,9%

Source : Compte rendu d'activité 2011 des missions locales et PAIO – ICARE.

Temps de travail, contrats et métiers

Tableau 35 : Temps partiel et temps plein par type de structure

	Part dans l'effectif total ML	Part dans l'effectif total PAIO	Part dans l'effectif total
Contrats de travail à temps partiel	26,3%	51,2%	26,6%
<i>Dont contrats de remplacement</i>	0,7%	2,3%	0,7%
Contrats de travail à temps plein	73,7%	48,8%	73,4%
<i>Dont contrats de remplacement</i>	2,2%	4,7%	2,2%

Source : Comptes rendus d'activité 2011 des missions locales et PAIO – ICARE.

Tableau 36 : Type de contrat par type de structure

	Part dans l'effectif total ML	Part dans l'effectif total PAIO	Part dans l'effectif total
CDD	14,2%	12,4%	14,2%
<i>Dont contrats de remplacement</i>	2,9%	7,0%	3,0%
Contrats en alternance	0,5%	0,0%	0,5%
CDI	85,3%	87,6%	85,3%

Source : Comptes rendus d'activité 2011 des missions locales et PAIO – ICARE.

La logique de compétence dans les emplois exercés en mission locale

Le système de classification de la branche professionnelle des missions locales organise les parcours professionnels et fonde la rémunération sur la maîtrise et l'évaluation des compétences professionnelles du salarié. 48 domaines de compétences sont définis et décrits avec les activités correspondantes. 14 emplois repères sont répartis dans 4 métiers homogènes (Insertion sociale et professionnelle ; Information communication ; Gestion ; Encadrement)

Un exemple, les domaines de compétence pour l'emploi repère de Conseiller niveau 1 :

Recevoir le public en entretien ; Établir un diagnostic individuel sur la situation du public reçu ; Informer et aider à l'orientation du public cible ; Accompagner l'élaboration du parcours d'insertion ; Coopérer avec des partenaires extérieurs ; Assurer une veille sur l'activité d'insertion ; Assurer un suivi administratif.

Source : Convention collective nationale des missions locales et PAIO du 21 février 2001.

Tableau 37 : Métiers et emplois repères par sexe

	Hommes	Femmes	Total
Chargé d'accueil	7,5%	92,5%	9,4%
Conseiller niveau 1	19,9%	80,1%	23,3%
Conseiller niveau 2	25,6%	74,4%	33,8%
Chargé de projets	33,3%	66,7%	6,1%
Total métier insertion sociale et professionnelle	22,1%	77,9%	72,5%
Chargé d'animation	29,3%	70,7%	0,9%
Chargé de documentation	19,4%	80,6%	0,8%
Chargé d'information et de communication	32,1%	67,9%	0,7%
Total métier information communication	27,0%	73,0%	2,4%
Assistant administratif	7,6%	92,4%	4,6%
Assistant de gestion	8,2%	91,8%	2,2%
Assistant de direction	1,8%	98,2%	2,9%
Assistant financier	14,5%	85,5%	1,7%
Assistant informatique	61,6%	38,4%	1,1%
Total métier gestion	11,9%	88,1%	12,3%
Responsable de secteur	35,0%	65,0%	5,5%
Directeur	44,7%	55,3%	4,7%
Total métier encadrement	39,5%	60,5%	10,2%
Autres (*)	25,8%	74,2%	2,5%
Total effectif salarié	22,8%	77,2%	100,0%

Source : Comptes rendus d'activité 2011 des missions locales et PAIO – ICARE. Pour l'effectif des salariés uniquement, hors personnels mis à disposition ou affectés.

* Salariés exerçant un emploi non spécifique à la branche professionnelle.

Tableau 38 : Répartition régionale des effectifs salariés, mis à disposition, détachés ou affectés

Région	Effectif total			Effectif salarié			Effectif mis à disposition, détaché ou affecté				
	Total	dont femmes	Nombre d'ETP	Total	dont femmes	Nombre d'ETP	Total	dont femmes	Nombre d'ETP	dont Pôle emploi affecté	Pôle emploi affecté en ETP
Alsace	305	84,6%	254,35	292	84,9%	244,25	13	76,9%	10,1	12	9,1
Aquitaine	602	84,2%	541,08	570	85,1%	514,91	32	68,8%	26,17	19	18
Auvergne	257	79,0%	229,56	245	78,0%	220,46	12	100,0%	9,1	11	8,9
Basse-Normandie	275	75,3%	238,94	269	76,2%	234,54	6	33,3%	4,4	4	3,8
Bourgogne	327	83,2%	272,69	292	83,9%	255,14	35	77,1%	17,55	16	8,85
Bretagne	473	78,6%	419,71	448	78,6%	399,45	25	80,0%	20,26	15	12,93
Centre	386	76,9%	340,84	349	76,5%	317,14	37	81,1%	23,7	10	8,7
Champagne-Ardenne	275	81,8%	248,76	259	81,1%	239,97	16	93,8%	8,79	7	5,9
Corse	49	79,6%	36	47	80,9%	34	2	50,0%	2	2	2
Franche-Comté	202	81,7%	170,31	187	82,4%	159,41	15	73,3%	10,9	9	5,6
Guadeloupe	58	84,5%	50,42	52	82,7%	44,42	6	100,0%	6	1	1
Guyane	53	73,6%	53	50	74,0%	50	3	66,7%	3	1	1
Haute-Normandie	413	78,9%	376,4	392	78,6%	359,79	21	85,7%	16,61	13	11,9
Ile-de-France	1743	72,7%	1592,45	1609	73,2%	1479,52	134	67,9%	112,93	44	34,1
La Réunion	260	63,1%	248,13	252	62,7%	240,33	8	75,0%	7,8	8	4,8
Languedoc-Roussillon	502	80,7%	443,86	454	81,3%	402,18	48	75,0%	41,68	9	8,8
Limousin	140	82,9%	128,61	136	83,1%	125,31	4	75,0%	3,3	4	3,3
Lorraine	398	81,7%	344,65	363	83,7%	326,33	35	60,0%	18,32	25	12,2
Martinique	70	82,9%	70	70	82,9%	70	0	0	0	0	0
Mayotte	31	64,5%	25	31	64,5%	25	0	0	0	0	0
Midi-Pyrénées	427	77,3%	384,68	407	77,1%	365,58	20	80,0%	19,1	11	10,8
Nord-Pas-de-Calais	1135	73,3%	989,93	1068	73,4%	941,63	67	71,6%	48,3	22	20,19
Pays de la Loire	548	81,0%	483,22	520	81,3%	463,51	28	75,0%	19,71	6	4,8
Picardie	456	77,6%	386,92	441	77,3%	373,22	15	86,7%	13,7	13	11,8
Poitou-Charentes	375	78,4%	307,39	347	78,7%	287,48	28	75,0%	19,91	13	10,73
Provence-Alpes-Côte d'Azur	894	80,4%	813,8	835	79,6%	763,97	59	91,5%	49,83	24	21,63
Rhône-Alpes	1162	78,6%	996,32	1058	78,3%	931,67	104	81,7%	64,65	37	30,48
Total	11816	77,9%	10447,02	11043	78,0%	9869,21	773	76,5%	577,81	336	271,31

Source : Comptes rendus d'activité 2011 des missions locales et PAIO. ICARE

Tableau 39 : Répartition régionale des effectifs moyens

Région	Nombre de structures au 31/12	Nombre de PAIO	Nombre de ML	Effectif total	Effectif moyen	Effectif total ML	Effectif moyen ML	Effectif total PAIO	Effectif moyen PAIO
Alsace	12	3	9	305	25	279	31	26	9
Aquitaine	23	0	23	602	26	602	26	-	-
Auvergne	14	0	14	257	18	257	18	-	-
Basse-Normandie	13	1	12	275	21	256	21	19	19
Bourgogne	16	0	16	327	20	327	20	-	-
Bretagne	17	0	17	473	28	473	28	-	-
Centre	22	3	19	386	18	370	19	16	5
Champagne-Ardenne	15	0	15	275	18	275	18	-	-
Corse	4	1	3	49	12	45	15	4	4
Franche-Comté	10	0	10	202	20	202	20	-	-
Guadeloupe	1	0	1	58	58	58	58	-	-
Guyane	1	0	1	53	53	53	53	-	-
Haute-Normandie	13	3	10	413	32	373	37	40	13
Ile-de-France	76	0	76	1743	23	1743	23	-	-
La Réunion	4	0	4	260	65	260	65	-	-
Languedoc-Roussillon	17	0	17	502	30	502	30	-	-
Limousin	6	0	6	140	23	140	23	-	-
Lorraine	20	2	18	398	20	376	21	22	11
Martinique	3	0	3	70	23	70	23	-	-
Mayotte	1	0	1	31	31	31	31	-	-
Midi-Pyrénées	10	0	10	427	43	427	43	-	-
Nord-Pas-de-Calais	27	0	27	1135	42	1135	42	-	-
Pays de la Loire	21	0	21	548	26	548	26	-	-
Picardie	17	0	17	456	27	456	27	-	-
Poitou-Charentes	14	0	14	375	27	375	27	-	-
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	0	29	894	31	894	31	-	-
Rhône-Alpes	48	1	47	1162	24	1154	25	8	8
Total	454	14	440	11816	26	11681	27	135	10

Source : Comptes rendus d'activité 2011 des missions locales et PAIO. ICARE

Tableau 40 : Répartition régionale des effectifs en équivalent temps plein par métier

Région	Effectif total	Insertion sociale et professionnelle	Information communication	Gestion	Encadrement	Autre hors branche prof.	Effectif mis à disposition, détaché ou affecté
Alsace	254,35	69,5%	1,7%	12,3%	11,7%	0,8%	4,0%
Aquitaine	541,08	69,1%	3,3%	11,2%	9,2%	2,4%	4,8%
Auvergne	229,56	67,8%	2,0%	10,8%	9,8%	5,5%	4,0%
Basse-Normandie	238,94	74,5%	1,2%	12,3%	8,7%	1,5%	1,8%
Bourgogne	272,69	64,2%	3,7%	13,4%	8,4%	3,9%	6,4%
Bretagne	419,71	68,1%	1,9%	14,1%	9,2%	1,9%	4,8%
Centre	340,84	71,2%	0,7%	10,1%	9,9%	1,1%	7,0%
Champagne-Ardenne	248,76	66,3%	4,0%	10,8%	10,4%	5,0%	3,5%
Corse	36	66,0%	0,0%	14,0%	13,9%	0,6%	5,6%
Franche-Comté	170,31	66,9%	1,7%	15,4%	8,7%	0,8%	6,4%
Guadeloupe	50,42	77,2%	0,0%	5,0%	6,0%	0,0%	11,9%
Guyane	53	47,2%	3,8%	20,8%	18,9%	3,8%	5,7%
Haute-Normandie	376,4	69,7%	0,9%	13,7%	8,6%	2,7%	4,4%
Ile-de-France	1592,45	67,4%	3,2%	8,0%	12,0%	2,3%	7,1%
La Réunion	248,13	72,7%	2,6%	9,1%	10,1%	2,4%	3,1%
Languedoc-Roussillon	443,86	63,7%	2,7%	15,2%	5,1%	3,9%	9,4%
Limousin	128,61	73,8%	2,4%	9,5%	10,9%	0,8%	2,6%
Lorraine	344,65	69,6%	0,8%	12,5%	10,2%	1,7%	5,3%
Martinique	70	81,4%	1,4%	5,7%	10,0%	1,4%	0,0%
Mayotte	25	56,0%	0,0%	12,0%	16,0%	16,0%	0,0%
Midi-Pyrénées	384,68	66,5%	2,0%	13,6%	11,3%	1,6%	5,0%
Nord-Pas-de-Calais	989,93	66,1%	2,3%	14,9%	9,0%	2,8%	4,9%
Pays de la Loire	483,22	70,2%	3,9%	12,8%	7,9%	1,1%	4,1%
Picardie	386,92	72,3%	1,0%	10,9%	9,1%	3,1%	3,5%
Poitou-Charentes	307,39	69,7%	2,4%	12,0%	8,5%	1,0%	6,5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	813,8	69,6%	1,2%	10,6%	9,0%	3,5%	6,1%
Rhône-Alpes	996,32	69,4%	2,4%	11,2%	9,5%	1,2%	6,5%
Total	10447,02	68,5%	2,3%	11,7%	9,6%	2,4%	5,5%

Source : Comptes rendus d'activité 2011 des missions locales et PAIO. ICARE

8/ Les financements

Tableau 41 : Répartition des financements par type d'activité en millions d'euros

	2009		2010		2011	
Activité principale	421,4	85,9%	465,6	81,3%	427,3	81,6%
Activité spécifique	59,1	12,1%	89,3	15,6%	84,6	16,2%
Fonds gérés	10,3	2,1%	17,6	3,1%	12	2,3%
Total	490,8	100%	572,5	100%	523,9	100%

Source : Comptes rendus d'activité 2009, 2010 et 2011 des missions locales et PAIO – ICARE.

Tableau 42 : Répartition des financeurs pour l'ensemble de l'activité hors fonds gérés

	2009	2010	2011
Etat	38,3%	47,2%	39,3%
Régions	18,8%	16,9%	19,2%
Départements	5,2%	4,5%	5,5%
Communes et EPCI	23,0%	18,7%	21,2%
FSE	7,4%	1,5%	2,9%
Autres organismes publics et privés	7,2%	11,1%	12%
Total	100%	100%	100%

Source : Comptes rendus d'activité 2009, 2010 et 2011 des missions locales et PAIO – ICARE.

Tableau 43 : Répartition des financeurs de l'activité principale en millions d'euros

Financier	État	FSE	Régions	Départements	EPCI	Communes	Organismes publics locaux	Organismes publics nationaux	Organismes privés
2011	183,1	2,1	80,9	15,5	39,2	57,5	4,3	43,5*	1,2
2010	234,1	1,2	78,5	14	90,4		46,4		1
2009	162,9	29	75,9	18,7	100		32,9		1,9

Source : Comptes rendus d'activité 2009, 2010 et 2011 des missions locales et PAIO – ICARE.

* Dont 33,3 millions d'euros de Pôle emploi au titre la cotraitance (voir tableau 11)

Note de méthode

Les données financières de ce bilan sont issues de l'application ICARE. Cette application permet aux missions locales d'enregistrer leur compte de résultat sur un support homogène après validation par le commissaire aux comptes. Ces données sont clôturées par les Direccte. En 2011, 7 missions locales n'ont pas clôturé leur rapport financier et 4 ont fait l'objet d'un traitement manuel par le CNML. 23 rapports financiers n'ont pas été clôturés par les Direccte.

Tableau 44 : Répartition des financeurs en activité principale (FAP) et spécifique (FAS)

	2009		2010		2011	
	FAP	FAS	FAP	FAS	FAP	FAS
Etat	38,7%	35,9%	50,3%	31,3%	42,9%	20,6%
Régions	18%	24,6%	16,9%	16,8%	18,9%	20,7%
Départements	4,4%	10,6%	3%	12,5%	3,6%	14,9%
EPCI	-	-	-	-	9,2%	6,8%
Communes	-	-	-	-	13,5%	6,7%
Sous-total communes et EPCI	23,7%	17,9%	19,4%	15,2%	22,6	13,6
FSE	6,9%	11,1%	0,3%	8,1%	0,5%	15,3%
Organismes publics locaux	-	-	-	-	1,0%	3,3%
Organismes publics nationaux	-	-	-	-	10,2%	3,3%
Organismes privés	-	-	-	-	0,3%	8,4%
Sous-total organismes publics et privés	8,3%	-	10,2%	16,1%	11,5%	14,9%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Comptes rendus d'activité 2009, 2010 et 2011 des missions locales et PAIO – ICARE.

Les modalités de financement du réseau des missions locales par l'Etat

La circulaire DGEFP du 12 octobre 2007, complétée par celle du 11 janvier 2011 intègre le nouveau cadre prévu par la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) et permet de substituer aux multiples conventions annuelles entre l'Etat et les missions locales, une seule convention pluriannuelle fondée sur la définition commune d'objectifs et de résultats à atteindre au regard d'un diagnostic partagé des besoins du territoire.

Le financement de l'Etat prend en compte l'ensemble de l'offre de service de la mission locale, aux côtés des autres financeurs publics, notamment des collectivités territoriales, dans une logique de cohérence et de complémentarité de l'action publique en faveur des jeunes en difficulté d'insertion professionnelle et sociale.

L'offre de service de la mission locale est définie selon 5 axes : Repérage, accueil, information, orientation ; Accompagnement des parcours d'insertion ; Développement d'actions pour favoriser l'accès à l'emploi ; Expertise et observation active du territoire ; Ingénierie de projet et animation locale.

Tableau 45 : Répartition du financement de l'activité principale par type de financeurs publics

Région	Financement activité principale	Subventions Etat	% FAP	Subventions organismes publics	% FAP	Subventions collectivités territoriales	% FAP	Subventions organismes privés	% FAP	FSE	% FAP
Alsace	8 566 526	3 501 575	41%	1 043 851	12%	3 989 282	47%	14 921	0,2%	16 897	0,2%
Aquitaine	21 602 792	9 083 114	42%	2 563 686	12%	9 735 734	45%	220 258	1,0%	-	-
Auvergne	9 161 278	4 381 750	48%	1 093 562	12%	3 661 973	40%	23 993	0,3%	-	-
Basse-Normandie	10 426 466	5 528 702	53%	1 387 394	13%	3 456 200	33%	50 000	0,5%	4 170	0,04%
Bourgogne	10 697 473	5 152 927	48%	1 511 425	14%	3 757 264	35%	253 271	2,4%	-	-
Bretagne	17 938 477	7 757 263	43%	1 887 250	11%	8 249 352	46%	44 612	0,2%	-	-
Centre	13 579 777	6 696 336	49%	1 585 481	12%	5 297 960	39%	-	-	-	-
Champagne-Ardenne	9 925 562	4 573 809	46%	1 135 236	11%	4 098 420	41%	51 756	0,5%	65 141	0,7%
Corse	1 519 102	736 355	48%	224 812	15%	540 958	36%	16 977	1,1%	-	-
Franche-Comté	6 889 465	3 011 389	44%	747 195	11%	3 080 059	45%	822	0,0%	50 000	0,7%
Guadeloupe	2 696 053	1 175 930	44%	440 540	16%	732 110	27%	-	-	347 473	12,9%
Guyane	1 300 196	804 000	62%	115 460	9%	380 736	29%	-	-	-	-
Haute-Normandie	14 861 568	7 285 539	49%	2 151 752	14%	5 385 952	36%	38 325	0,3%	-	-
Ile-de-France	70 827 524	24 929 773	35%	5 706 604	8%	39 794 259	56%	167 636	0,2%	229 252	0,3%
La Réunion	9 023 080	4 785 168	53%	1 688 513	19%	2 549 399	28%	-	-	-	-
Languedoc-Roussillon	16 577 786	7 864 876	47%	1 827 385	11%	6 819 665	41%	2 625	0,02%	63 235	0,4%
Limousin	4 794 558	2 160 138	45%	395 851	8%	2 238 569	47%	-	-	-	-
Lorraine	13 626 864	7 101 298	52%	1 883 391	14%	4 589 080	34%	550	0,004%	52 545	0,4%
Martinique	5 178 902	1 646 420	32%	1 244 404	24%	2 288 078	44%	-	-	-	-
Mayotte	836 242	646 242	77%	-	-	190 000	23%	-	-	-	-
Midi-Pyrénées	16 223 659	8 633 000	53%	1 546 141	10%	6 044 518	37%	-	-	-	-
Nord-Pas-de-Calais	38 115 378	17 798 475	47%	4 323 602	11%	15 838 207	42%	65 094	0,2%	90 000	0,2%
Pays de la Loire	18 048 334	7 895 483	44%	2 070 820	11%	7 928 939	44%	153 092	0,8%	-	-
Picardie	16 157 392	6 835 553	42%	1 631 118	10%	7 568 036	47%	9 633	0,1%	113 052	0,7%
Poitou-Charentes	12 966 360	5 701 428	44%	1 757 933	14%	4 429 300	34%	34 650	0,3%	1 043 049	8,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	31 825 822	11 869 389	37%	3 491 084	11%	16 398 062	52%	67 287	0,2%	-	-
Rhône-Alpes	43 954 111	15 578 483	35%	4 360 758	10%	23 998 732	55%	16 138	0,04%	-	-
Total	427 320 747	183 134 415	43%	47 815 248	11%	193 040 844	45%	1 231 640	0,3%	2 074 814	0,5%

Source : Comptes rendus d'activité 2011 des missions locales et PAIO. ICARE.

Tableau 46 : Financement d'activités principales et spécifiques, fonds gérés

Région	Subventions totales	Subventions activité principale (dont contributions en nature)	% sur subventions totales	Subventions activités spécifiques	% sur subventions totales	Fonds gérés	% sur subventions totales
Alsace	13147616	8566526	65,2%	3834793	29,2%	746297	5,7%
Aquitaine	25969085	21602792	83,2%	3340243	12,9%	1026050	4,0%
Auvergne	12216924	9161278	75,0%	2822984	23,1%	232662	1,9%
Basse-Normandie	11528765	10426466	90,4%	1048084	9,1%	54215	0,5%
Bourgogne	12694676	10697473	84,3%	1622552	12,8%	374651	3,0%
Bretagne	21596140	17938477	83,1%	2114079	9,8%	1543584	7,1%
Centre	15674480	13579777	86,6%	1891745	12,1%	202958	1,3%
Champagne-Ardenne	11545094	9925562	86,0%	1252810	10,9%	366722	3,2%
Corse	2066432	1519102	73,5%	352302	17,0%	195028	9,4%
Franche-Comté	8146623	6889465	84,6%	1120860	13,8%	136298	1,7%
Guadeloupe	2806053	2696053	96,1%	110000	3,9%	-	-
Guyane	3167445	1300196	41,0%	1790449	56,5%	76800	2,4%
Haute-Normandie	18388765	14861568	80,8%	2764507	15,0%	762690	4,1%
Ile-de-France	89523774	70827524	79,1%	18151864	20,3%	544386	0,6%
La Réunion	13176335	9023080	68,5%	3744402	28,4%	408853	3,1%
Languedoc-Roussillon	21053190	16577786	78,7%	3911631	18,6%	563773	2,7%
Limousin	5381188	4794558	89,1%	566735	10,5%	19895	0,4%
Lorraine	16861475	13626864	80,8%	2710497	16,1%	524114	3,1%
Martinique	5544672	5178902	93,4%	210190	3,8%	155580	2,8%
Mayotte	847242	836242	98,7%	-	-	11000	1,3%
Midi-Pyrénées	19095650	16223659	85,0%	2495751	13,1%	376240	2,0%
Nord-Pas-de-Calais	46500312	38115378	82,0%	7663302	16,5%	721632	1,6%
Pays de la Loire	21507611	18048334	83,9%	2741772	12,7%	717505	3,3%
Picardie	18433895	16157392	87,7%	2117495	11,5%	159008	0,9%
Poitou-Charentes	15701091	12966360	82,6%	2668570	17,0%	66161	0,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	39990051	31825822	79,6%	7267521	18,2%	896708	2,2%
Rhône-Alpes	51340501	43954111	85,6%	6314953	12,3%	1071437	2,1%
Total	523 905 085	427 320 747	81,6%	84 630 091	16,2%	11 954 247	2,3%

Source : Comptes rendus d'activité 2011 des missions locales et PAIO. ICARE.

Tableau 47 : Financement de l'activité principale par type de collectivité territoriale

Région	Financement activité principale	Régions		Départements		Communes		EPCI		Autres établissements		Total collectivités territoriales	
		Subvention totale	% FAP	Subvention totale	% FAP	Subvention totale	% FAP	Subventions totale	% FAP	Subvention totale	% FAP	Subvention totale	% FAP
Alsace	8 566 526	1 795 368	21,0%	69 395	0,8%	662 020	7,7%	1 462 499	17,1%	-	-	3 989 282	46,6%
Aquitaine	21 602 792	3 700 896	17,1%	1 367 696	6,3%	2 801 462	13,0%	1 865 680	8,6%	328 370	1,5%	10 064 104	46,6%
Auvergne	9 161 278	1 190 727	13,0%	343 697	3,8%	1 005 579	11,0%	1 121 970	12,2%	36 631	0,4%	3 698 604	40,4%
Basse-Normandie	10 426 466	1 936 140	18,6%	94 985	0,9%	634 908	6,1%	790 167	7,6%	320 665	3,1%	3 776 865	36,2%
Bourgogne	10 697 473	2 115 069	19,8%	214 268	2,0%	902 528	8,4%	525 399	4,9%	102 128	1,0%	3 859 392	36,1%
Bretagne	17 938 477	2 591 783	14,4%	1 060 468	5,9%	746 266	4,2%	3 850 835	21,5%	-	-	8 249 352	46,0%
Centre	13 579 777	2 858 885	21,1%	68 080	0,5%	1 776 286	13,1%	594 709	4,4%	53 462	0,4%	5 351 422	39,4%
Champagne-Ardenne	9 925 562	2 170 346	21,9%	75 552	0,8%	1 289 424	13,0%	563 098	5,7%	166 169	1,7%	4 264 589	43,0%
Corse	1 519 102	319 900	21,1%	25 443	1,7%	195 615	12,9%	-	-	-	-	540 958	35,6%
Franche-Comté	6 889 465	1 651 580	24,0%	222 722	3,2%	572 142	8,3%	633 615	9,2%	-	-	3 080 059	44,7%
Guadeloupe	2 696 053	309 000	11,5%	210 000	7,8%	213 110	7,9%	-	-	-	-	732 110	27,2%
Guyane	1 300 196	276 428	21,3%	-	-	104 308	8,0%	-	-	-	-	380 736	29,3%
Haute-Normandie	14 861 568	3 153 514	21,2%	388 529	2,6%	1 292 298	8,7%	551 611	3,7%	480 812	3,2%	5 866 764	39,5%
Ile-de-France	70 827 524	14 772 507	20,9%	3 981 268	5,6%	13 759 976	19,4%	7 280 508	10,3%	485 376	0,7%	40 279 635	56,9%
La Réunion	9 023 080	718 736	8,0%	455 312	5,0%	1 375 351	15,2%	-	-	77 877	0,9%	2 627 276	29,1%
Languedoc-Roussillon	16 577 786	1 560 129	9,4%	660 002	4,0%	2 096 485	12,6%	2 503 049	15,1%	-	-	6 819 665	41,1%
Limousin	4 794 558	1 166 950	24,3%	374 671	7,8%	415 846	8,7%	281 102	5,9%	-	-	2 238 569	46,7%
Lorraine	13 626 864	1 404 083	10,3%	50 000	0,4%	2 585 074	19,0%	549 923	4,0%	24 664	0,2%	4 613 744	33,9%
Martinique	5 178 902	1 410 374	27,2%	62 500	1,2%	465 204	9,0%	350 000	6,8%	1 103 489	21,3%	3 391 567	65,5%
Mayotte	836 242	-	-	190 000	22,7%	-	-	-	-	-	-	190 000	22,7%
Midi-Pyrénées	16 223 659	2 000 674	12,3%	2 057 276	12,7%	1 463 393	9,0%	523 175	3,2%	39 200	0,2%	6 083 718	37,5%
Nord-Pas-de-Calais	38 115 378	4 783 436	12,5%	1 120 621	2,9%	5 528 222	14,5%	4 405 928	11,6%	114 642	0,3%	15 952 849	41,9%
Pays de la Loire	18 048 334	3 214 858	17,8%	120 155	0,7%	2 268 601	12,6%	2 325 325	12,9%	8 800	0,05%	7 937 739	44,0%
Picardie	16 157 392	4 535 243	28,1%	136 732	0,8%	1 826 274	11,3%	1 069 787	6,6%	-	-	7 568 036	46,8%
Poitou-Charentes	12 966 360	2 423 489	18,7%	27 500	0,2%	693 607	5,3%	1 284 704	9,9%	448 276	3,5%	4 877 576	37,6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	31 825 822	6 813 740	21,4%	597 279	1,9%	5 614 404	17,6%	3 372 639	10,6%	78 440	0,2%	16 476 502	51,8%
Rhône-Alpes	43 954 111	11 988 057	27,3%	1 535 535	3,5%	7 228 793	16,4%	3 246 347	7,4%	473 650	1,1%	24 472 382	55,7%
Total	427 320 747	80 861 912	18,9%	15 509 686	3,6%	57517176	13,5%	39 152 070	9,2%	4 342 651	1,0%	197 383 495	46,2%

Source : Comptes rendus d'activité 2011 des missions locales et PAIO. ICARE.

Tableau 48 : Activités principales et spécifiques, répartition par financeurs publics

Région	ETAT			FSE			Région			Département			Autres collectivités ou EPCI			Organismes publics		
	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%
Alsace	3501575	613448	33,2%	16897	1320029	10,8%	1795368	715667	20,2%	69395	270707	2,7%	2124519	304864	19,6%	1043851	82589	9,1%
Aquitaine	9083114	400880	38,0%	0	308777	1,2%	3700896	642761	17,4%	1367696	789998	8,7%	4667142	451577	20,5%	2563686	300591	11,5%
Auvergne	4381750	467639	40,5%	0	273662	2,3%	1190727	954559	17,9%	343697	630648	8,1%	2127549	202865	19,4%	1093562	240856	11,1%
Basse-Normandie	5528702	305189	50,8%	4170	144466	1,3%	1936140	23691	17,1%	94985	184470	2,4%	1425075	0	12,4%	1387394	94223	12,9%
Bourgogne	5152927	769430	48,1%	0	134291	1,1%	2115069	168902	18,5%	214268	171623	3,1%	1427927	80071	12,2%	1511425	120110	13,2%
Bretagne	7757263	644835	41,9%	0	470918	2,3%	2591783	126010	13,6%	1060468	588406	8,2%	4597101	51969	23,2%	1887250	38900	9,6%
Centre	6696336	657957	47,5%	0	20614	0,1%	2858885	482187	21,6%	68080	284278	2,3%	2370995	267371	17,1%	1585481	138419	11,1%
Champagne-Ardenne	4573809	282285	43,4%	65141	66195	1,2%	2170346	270037	21,8%	75552	162310	2,1%	1852522	71224	17,2%	1135236	225621	12,2%
Corse	736355	80196	43,6%	0	0	0,0%	319900	1200	17,2%	25443	67678	5,0%	195615	175791	19,8%	224812	20437	13,1%
Franche-Comté	3011389	285993	41,2%	50000	324929	4,7%	1651580	191064	23,0%	222722	93440	3,9%	1205757	75862	16,0%	747195	34933	9,8%
Guadeloupe	1175930	20000	42,6%	347473	0	12,4%	309000	0	11,0%	210000	90000	10,7%	213110	0	7,6%	440540	0	15,7%
Guyane	804000	80601	28,6%	0	1458148	47,2%	276428	6455	9,2%	0	218000	7,1%	104308	25805	4,2%	115460	0	3,7%
Haute-Normandie	7285539	519695	44,3%	0	936623	5,3%	3153514	428980	20,3%	388529	364026	4,3%	1843909	109880	11,1%	2151752	148358	13,0%
Ile-de-France	24929773	3754211	32,2%	229252	1615894	2,1%	14772507	4530773	21,7%	3981268	2168077	6,9%	21040484	3003955	27,0%	5706604	1380532	8,0%
La Réunion	4785168	631636	42,4%	0	0	0,0%	718736	1485149	17,3%	455312	261944	5,6%	1375351	300471	13,1%	1688513	109389	14,1%
Languedoc-Roussillon	7864876	834519	42,5%	63235	1004200	5,2%	1560129	656954	10,8%	660002	955110	7,9%	4599534	64150	22,8%	1827385	102376	9,4%
Limousin	2160138	299604	45,9%	0	31518	0,6%	1166950	3000	21,8%	374671	62463	8,2%	696948	85350	14,6%	395851	17600	7,7%
Lorraine	7101298	412211	46,0%	52545	300940	2,2%	1404083	862293	13,9%	50000	325225	2,3%	3134997	259462	20,8%	1883391	196050	12,7%
Martinique	1646420	190190	34,1%	0	0	0,0%	1410374	0	26,2%	62500	20000	1,5%	815204	0	15,1%	1244404	0	23,1%
Mayotte	646242	0	77,3%	0	0	0,0%	0	0	0,0%	190000	0	22,7%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
Midi-Pyrénées	8633000	655410	49,6%	0	9042	0,0%	2000674	0	10,7%	2057276	857647	15,6%	1986568	185139	11,6%	1546141	360571	10,2%
Nord-Pas-de-Calais	17798475	1129167	41,3%	90000	1393510	3,2%	4783436	1758982	14,3%	1120621	760965	4,1%	9934150	1199829	24,3%	4323602	291621	10,1%
Pays de la Loire	7895483	193774	38,9%	0	102038	0,5%	3214858	92225	15,9%	120155	470409	2,8%	4593926	982540	26,8%	2070820	659962	13,1%
Picardie	6835553	462119	39,9%	113052	927261	5,7%	4535243	0	24,8%	136732	274435	2,2%	2896061	263512	17,3%	1631118	110811	9,5%
Poitou-Charentes	5701428	213122	37,8%	1043049	233202	8,2%	2423489	1108206	22,6%	27500	360667	2,5%	1978311	613513	16,6%	1757933	59980	11,6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11869389	1120365	33,2%	0	1313509	3,4%	6813740	951379	19,9%	597279	1044626	4,2%	8987043	1464467	26,7%	3491084	441573	10,1%
Rhône-Alpes	15578483	1953721	34,9%	0	179328	0,4%	11988057	1563236	27,0%	1535535	796922	4,6%	10475140	916129	22,7%	4360758	208194	9,1%
Total	183134415	16978197	39,1%	2074814	12569094	2,9%	80861912	17023710	19,1%	15509686	12274074	5,4%	96669246	11155796	21,1%	47815248	5383696	10,4%

Source : Comptes rendus d'activité 2011 des missions locales et PAIO. ICARE.

Tableau 49 : Répartition des fonds gérés

Région	Fonds gérés pour le compte d'autrui				Rémunération des frais de gestion Total
	Total	FAJ	FIPJ	Autres	
Alsace	746 297	553 022	183 445	9 830	110 000
Aquitaine	1 026 050	741 965	212 619	71 466	42 164
Auvergne	232 662	30 221	58 637	143 804	760
Basse-Normandie	54 215	17 595	36 620	-	18 745
Bourgogne	374 651	114 025	249 022	11 604	4 792
Bretagne	1 543 584	873 812	170 863	498 909	206 990
Centre	202 958	-	128 878	74 080	-
Champagne-Ardenne	366 722	1 503	350 999	14 220	-
Corse	195 028	155 154	21 916	17 958	4 578
Franche-Comté	136 298	35 400	100 898	-	35 000
Guadeloupe	-	-	-	-	-
Guyane	76 800	76 800	-	-	3 200
Haute-Normandie	762 690	443 052	190 754	128 884	137 754
Ile-de-France	544 386	79 836	94 271	370 279	127 167
La Réunion	408 853	194 503	181 350	33 000	186 720
Languedoc-Roussillon	563 773	366 017	197 756	-	48 524
Limousin	19 895	-	-	19 895	-
Lorraine	524 114	496 418	27 696	-	35 750
Martinique	155 580	116 646	38 934	-	20 000
Mayotte	11 000	-	-	11 000	-
Midi-Pyrénées	376 240	114 218	197 478	64 544	56 418
Nord-Pas-de-Calais	721 632	40 619	520 953	160 060	9 917
Pays de la Loire	717 505	699 804	17 701	-	294 526
Picardie	159 008	32 360	63 871	62 777	75 909
Poitou-Charentes	66 161	8 905	57 256	-	8 803
Provence-Alpes-Côte d'Azur	896 708	294 900	55 674	546 134	108 678
Rhône-Alpes	1 071 437	724 591	342 320	4 526	103 852
Total	11 954 247	6 211 366	3 499 911	2 242 970	1 640 247

Source : Comptes rendus d'activité 2011 des missions locales et PAIO. ICARE.